

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 37

**MINISTRE DES DOMAINES,
DU CADASTRE ET
DES AFFAIRES FONCIERES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 481: MODERNISATION DU CADASTRE	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	15
2.2.	PROGRAMME 482: PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	19
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	23
2.3.	PROGRAMME 483: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	26
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	28
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	30
2.4.	PROGRAMME 484: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	36

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	37
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	37
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	39
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	48
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	49
3.2.	LEÇONS APPRISES	50
3.3.	PERSPECTIVES	51

NOTE EXPLICATIVE

La Loi N°2007/006 du 26 Décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau cadre de gestion budgétaire, comptable et financier dans les Administrations Publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 Septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur des critères de performance », est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la Loi N°2012/014 du 21 Décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long des années 2013, 2014 et 2015 dans l'ensemble des ministères et autres organismes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance (RAP), lequel constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le Régime Financier de l'Etat. Il permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2016.

Au terme de douze mois d'exécution de 160 programmes inscrits dans la Loi de Finances 2016, le présent RAP, rend compte de la mise en œuvre des quatre (04) programmes du MINDCAF en présentant :

- le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- l'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement des Rapports Annuels de Performance revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression, un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la vision 2035 : «**CAMEROUN : PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE**», le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE), a comme objectif général pour le secteur des infrastructures de mettre cette dernière en adéquation avec la demande économique et sociale. Il s'agit ici, de replacer l'infrastructure dans son véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

Pour ce qui concerne spécifiquement le sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières, le DSCE a pour ambition de juguler les causes ayant entravées la gestion rationnelle dudit secteur par la détermination des objectifs globaux ci-après :

- lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication, stimuler la création de moyennes et grandes exploitations dans le secteur rural, maîtriser le développement urbain et améliorer le climat des affaires;
- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des domaines, des affaires foncières et du patrimoine de l'Etat ;
- faciliter l'intégration régionale et soutenir la mise en œuvre de la décentralisation.

De ces objectifs globaux découlent quatre axes stratégiques sur lesquels s'est basée l'élaboration des programmes du sous-secteur à savoir :

- l'aménagement des lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaire ;
- la réalisation du plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun ;
- la constitution des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général ;
- l'aménagement des lotissements à usage résidentiel.

Conformément à la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat et suivant ces quatre objectifs stratégiques du DSCE, le MINDCAF s'est fixé comme but de « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** » à travers quatre programmes :

- la modernisation du cadastre (481) ;

- la protection et le développement du patrimoine de l'Etat (482) ;
- la constitution des réserves foncières et lotissements des terrains domaniaux (483) ;
- la gouvernance et appui institutionnel du sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières (484).

S'agissant de la modernisation du cadastre, il est question pour le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de mettre sur pied et de rendre opérationnel les infrastructures cadastrales de base susceptibles de permettre la maîtrise des 475 442 Km² de superficie territoriale aussi bien dans les limites parcellaires internes que dans les limites internationales à travers notamment la mise en place, l'opérationnalisation et la protection du Réseau Géodésique Unique de Référence matérialisé au sol ; la confection de la cartographie à grande échelle ; la réalisation du cadastre national et enfin le relèvement du plateau technique des services du cadastre par la dotation desdits services en matériel de pointe susceptible de soutenir et d'assurer le suivi de tous les travaux de géodésie, de cartographie et de topographie réalisés sur l'ensemble du territoire.

La protection et le développement du patrimoine de l'Etat visent principalement à maîtriser l'ensemble du patrimoine mobilier et immobilier aussi bien en ce qui concerne les propriétés administratives tant en interne qu'à l'étranger ainsi que le parc automobile de l'Etat, afin de rationaliser son utilisation, de le protéger contre le vandalisme et d'éviter la distraction des biens de l'Etat. Il est aussi question d'assurer aux agents de l'Etat un cadre de vie et de travail agréable à travers une permanente réhabilitation des propriétés administratives et édifices publics.

Pour ce qui concerne la constitution des réserves foncières et les lotissements domaniaux, il est question pour le MINDCAF, de mettre d'une part à la disposition des structures administratives, des entreprises et des particuliers des surfaces de terres sollicitées en vue du développement de leurs activités et d'autre part, de constituer des réserves de terres sécurisées, propices pour le développement d'une agriculture de seconde génération, l'aménagement des lotissements pour la construction des logements sociaux. Enfin, le programme développe également des actions susceptibles d'améliorer et protéger le domaine privé de l'Etat, valoriser le domaine public et moderniser la gestion des affaires foncières.

En matière de gouvernance et d'appui institutionnel, la priorité est concentrée sur la révision du régime foncier et domanial du Cameroun conformément aux très hautes directives du Chef de l'Etat. Des réformes ont été entreprises pour ce qui concerne les affaires juridiques et les recettes domaniales. Le programme s'attèle surtout à soutenir le déploiement des activités des programmes techniques à travers notamment l'amélioration constante du cadre de travail, la gestion des ressources humaines et la facilitation dans les procédures financières liées à l'exécution des budgets de chaque programme

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

A la suite du décret n° 2012/390 du 18 septembre 2012 portant organisation du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, le Ministre des Domaines est responsable de la mise en œuvre et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière domaniale, cadastrale et foncière.

A ce titre, il est chargé de :

- l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs aux secteurs domaniaux, cadastraux et fonciers ;
- la gestion du domaine public et du domaine privé de l'Etat ;
- la gestion du domaine national et des propositions d'affectation ;
- la protection des domaines public et privé de l'Etat contre toute atteinte, en liaison avec les Administrations concernées ;
- l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat, des établissements publics administratifs et des sociétés à capital public, en liaison avec le Ministère des finances et les Administrations et organismes concernés ;
- la gestion et l'entretien du patrimoine immobilier et mobilier de l'Etat ;
- la gestion et du suivi des locations Administratives ;
- l'élaboration et la tenue des plans cadastraux ;
- la réalisation de toutes les études nécessaires à la délimitation des périmètres d'intégration cadastrale ;
- la constitution et la maîtrise des réserves foncières en relation avec le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain et les Administrations concernées ;
- la tutelle de la Mission d'Aménagement et d'Equiperment des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Au cours de l'exercice 2017, deuxième année du deuxième triennat du budget programme (2016-2018), l'exécution des programmes du Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières a été mis en œuvre dans un contexte dominé par un resserrement budgétaire et une mobilisation plus accrue des ressources internes pour plusieurs raisons.

D'abord sur le plan international par :

- la chute de 31.9% en glissement annuel du cours moyen du baril de pétrole sur les sept premiers mois ;
- le ralentissement de la croissance mondiale.
- la détérioration des perspectives des pays avancés, après le referendum en mai au Royaume-Uni en faveur de la sortie du pays de l'Union Européenne(Brexit)

Ensuite sur le plan national, le contexte est marqué par :

- la résilience de l'économie camerounaise face à la chute des cours mondiaux du pétrole ;
- la guerre contre la secte terrorisme Boko Haram ;
- la gestion des réfugiés dans les Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord
- l'entrée en vigueur en début août 2016 des Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne ;
- les préparatifs de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football féminin 2017, ainsi que les chantiers de la Coupe d'Afrique des Nations de football masculin 2019 ;
- la poursuite des réalisations des grands projets du septennat, et la mise en œuvre des plans d'urgence triennaux.

Enfin, Sur le plan social, les Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest ont été paralysées par des grèves répétitives liées aux revendications des hommes de lois, des enseignants.

Sur le plan administratif, le contexte est dominé par l'implémentation des réformes budgétaire et des marchés publics. (Citer le nouveau code des Marchés Publics)

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

Les autres faits majeurs ayant influencés la mise en œuvre des activités des programmes du MINDCAF au cours de l'exercice 2017 sont d'ordre administratif et financier.

Sur le plan administratif, des lenteurs dans le traitement des dossiers des marchés et des rejets répétitifs ont été effectués par les commissions de passation des marchés publics aussi bien au niveau du ministère qu'au niveau des marchés publics ce qui a, non seulement entraîné des retards considérables dans la mise en œuvre des projets budgétisés mais également la perte des crédits. De plus, l'application informatisée PROBMIS dans laquelle s'exécute le budget a un fonctionnement discontinu. Les modifications sollicitées au cours de l'exercice nécessite l'intervention de deux ministères ce qui alourdis la procédure et nécessite souvent des délais considérables.

Sur le plan financier, le déblocage des fonds pour la réalisation en régie de certains projets n'a pas été effectif au cours de l'exercice, entraînant ainsi le retard desdits projets.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 481

MODERNISATION DU CADASTRE

Responsable du programme

AWONO JEAN BOSCO
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Il est question dans ce programme de maîtriser l'espace territorial en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion domaniale et du climat des affaires.

OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national en vue de contribuer a l'amélioration de la gestion domaniale et le climat des affaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux de modernisation du cadastre
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.9300000071525574
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	5.550000190734863
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE Action 02: RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE Action 03: REALISATION DU CADASTRE NATIONAL Action 04: COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 792 841 000	CP 5 792 841 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AWONO JEAN BOSCO, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 481 au cours de l'exercice 2017 s'est déroulée dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national.

Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, l'afflux des réfugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaire plus accrue. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme.

Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs à la CAN 2019, la réalisation des grands projets structurants. Administrativement, le contexte est resté dominé par l'implémentation des réformes budgétaires et financières qui ont influencé la mise en œuvre du programme. Sur le plan budgétaire notamment en ce qui concerne l'exécution informatisée du budget, le fonctionnement de l'application PROBMIS n'a pas été continu. De plus, certains dysfonctionnements n'ont pas favorisé le traitement diligent des dossiers aussi bien en fonctionnement qu'en investissement.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 481, modernisation du cadastre, a été mis en œuvre à travers trois actions au cours de l'exercice **2017** à savoir : **la mise en place des infrastructures techniques de base ; le relèvement du plateau technique des services du cadastre et la réalisation du cadastre national.** La mise en œuvre des projets liés auxdites actions a globalement permis d'obtenir l'implantation de 280 bornes du réseau géodésique national de référence unique dans la Région du Centre. La réparation de 10 stations totales et la formation de 10 personnels pour leur utilisation. L'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre.

La mise en œuvre du projet PAMOCCA financé par la Banque Africaine de Développement et le Fond Spécial Nigérian a permis en ce qui concerne les fonds de contrepartie de finaliser la construction des Délégations Régionales du Littoral et du Centre dont les inaugurations ont eu lieu respectivement les 15 et 17 novembre 2017.

Pour ce qui concerne les fonds extérieurs du projet, plusieurs matériels techniques spécifiques ont été acquis et mis à la disposition des structures de formation et de certaines communautés urbaines.

Par ailleurs, plusieurs prestations ont été réalisées et ont permis :

- l'informatisation générale des services ;
- la densification des points du RGC dans quatre (04) villes ;
- l'élaboration des plans cadastraux numériques ;
- l'acquisition des équipements spécifiques techniques ;

Outre ces prestations, le PAMOCCA a organisé des campagnes de sensibilisation et d'information sur le droit foncier et domanial à l'Université de Yaoundé II SOA, à la Chambre Nationale des Notaires du Cameroun (CNNC) et à l'Association des Femmes Juristes (AFJ).

Par ailleurs, il a réalisé une session de formation continue à Douala ; et a poursuivi avec la formation des élèves Administrateurs Civils et Secrétaires d'Administration à l'ENAM option « Affaires Foncières et Domaniales ».

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<ul style="list-style-type: none"> - densification du Réseau Géodésique dans la Région du Centre (280 bornes géodésiques implantées) -réparation de dix (10) stations totales et formation de 10 utilisateurs - l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ; - l'informatisation générale des services ; - la densification des points du RGC dans quatre (04) villes ; - l'élaboration des plans cadastraux numériques ; - l'acquisition des équipements spécifiques techniques ; - formation des élèves Administrateurs Civils et Secrétaires d'Administration à l'ENAM option « Affaires Foncières et Domaniales » au total 86 élèves formés et 71 nouveaux élèves recrutés en 2017 (promotion 2017-2019) - achèvement de la construction des délégations régionales du MINDCAF du Centre et du Littoral 	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	2%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 400 800 880	CP 3 400 800 880
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 392 040 120	Ecart CP 2 392 040 120
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 917 047 234	CP 2 917 047 234
TAUX DE CONSOMMATION	85,77 %	85,65 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les projets inscrits dans le budget 2017 du programme ont été exécutés à 100%. Néanmoins, la performance affichée au niveau des crédits de paiement est due à la non-consommation totale des fonds de contrepartie du projet PAMOCCA	
PERSPECTIVES 2018	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la densification du réseau géodésique ; -Poursuite de l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ; - Acquisitions des équipements techniques du Cadastre. 	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

De manière spécifique, il s'agit de maîtriser l'espace territorial domanial, cadastral et foncier, de moderniser les services du cadastre, d'améliorer la gestion de l'espace territorial national et enfin d'assurer le fonctionnement des services.

Action 01 MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE									
OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national								
Indicateur	Intitulé:	Taux de couverture du territorial national en infrastructurel technique de base						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	1.3899999856948853							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	6.369999885559082							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	280 points of the densified geodetic network in the cities of: Nanga-Eboko: 80 points, Mbankomo: 60 points, Soa: 60 points, Akonolinga: 80 points							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	213 562 000	213 562 000	213 561 600	213 561 600	213 561 600	213 561 600	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	l'action s'est déroulé dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national. Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaires plus accrue. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs à la CAN 2019, la réalisation des grands projets structurants et la crise anglophone dans les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Densification du Réseau Géodésique du Cameroun Région du Centre : (Nanga eboko : 80 points, Mbankomo : 60 points, Soa : 60 points, Akonolinga : 80points) ; Suivi des travaux de la densification du RGN dans les villes sus-cité.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les résultats obtenus se justifient par une bonne préparation des projets nonobstant la non-disponibilité à temps des ressources financières et les retards accusés par les entreprises dans l'exécution de leur marché.								
Perspectives 2018	* Poursuite de la densification des points du Réseau Géodésique National dans d'autres communes du Cameroun. * Poursuite de la maîtrise d'œuvre de la densification du RGN.								

Action 02 RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE

OBJECTIF	Moderniser les services du cadastre							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des services du cadastre à niveau				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1.4500000476837158					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		33.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Of the 10 total stations given to contractors, 08 have been repaired.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	36 000 000	36 000 000	31 398 507	31 398 507	31 398 507	31 398 507	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>l'action s'est déroulé dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national. Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaires plus accrue. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs à la CAN 2019, la réalisation des grands projets structurants, le processus de mise en place des échéances électorales de 2018 et la crise anglophone dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> * Maintenance de 10 Stations totales de marque Stonex et accessoires ; * Formation de 10 personnels à l'utilisation des stations totales ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Les résultats obtenus se justifient par une bonne préparation des projets et la passation de leurs marchés dans les délais ce qui a permis aux entreprises de réaliser leurs prestations dans les délais.</p>							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> · Poursuite de l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre ; · Poursuite de l'acquisition des équipements techniques du Cadastre. 							

Action 03 REALISATION DU CADASTRE NATIONAL

OBJECTIF	Améliorer la gestion de l'espace territorial national							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de commune disposant d'un plan cadastral numérique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		4.440000057220459					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		No cadastral plan realized because of the 4 pilot cities (Yaoundé, Douala, Maroua and Garoua) where the provisional digital cadastral maps were expected, only the scanning task was partially carried out					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 584 128 000	4 584 128 000	1 937 005 997	1 937 005 997	858 942 130	858 942 130	93.61 %	93.61 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le Projet d'Appui à la Modernisation du Cadastre et du Climat des Affaires s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la croissance et l'emploi(DSCE) 2010-2020 qui décline la vision nationale projetant l'accès du Cameroun au statut de pays émergent en 2035, et considère la gestion efficiente du patrimoine foncier comme un facteur de promotion du secteur privé et de la compétitivité.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Assistance technique du PAMOCCA :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Achèvement des travaux de construction des Délégations Régionales des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières du Centre et du Littoral, phase II ; · Densification du Réseau Géodésique dans la Région du Centre (280 bornes géodésiques implantées) ; · réparation de dix (10) stations totales et formation de 10 utilisateurs · l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ; · l'informatisation générale des services ; · la densification des points du RGC dans quatre (04) villes ; · l'élaboration des plans cadastraux numériques ; · l'acquisition des équipements spécifiques techniques ; <p>formation des élèves Administrateurs Civils et Secrétaires d'Administration à l'ENAM option « Affaires Foncières et Domaniales » au total 86 élèves formés et 71 nouveaux élèves recrutés en 2017 (promotion 2017-2019)</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les fonds alloués à cette action a été utilisé pour le PAMOCCA. Ce qui justifie les résultats obtenus si haut qui sont ceux des activités du PAMOCCA.							
Perspectives 2018	<p>les perspectives du PAMOCCA pour 2018 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la modernisation des plateaux techniques ; - la fiabilité des titres fonciers (géo référencement) ; - l'informatisation du traitement des données cadastrales et la mise en place d'un portail Internet accessible à l'ensemble des acteurs du secteur ; - la révision du cadre institutionnel et juridique ; - la mise en place d'un cadre de pilotage tripartite stratégique et d'outils de gestion appropriés; - le renforcement des capacités des acteurs du secteur. <p>Étude en vue de la démarcation des limites des unités administratives (relevant de cette action)</p>							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail et du cadre institutionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Payment of salaries: payment of various bonuses					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	959 151 000	959 151 000	1 218 834 776	1 218 834 776	858 942 130	858 942 130	70,47 %	70,47 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - effectifs limités - cadre de travail inadéquat ressources financière limitées							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - paiement des salaires ; - achat du matériel et fournitures de bureau - missions ; - carburant ; - indemnité de billetage ; - primes de rendement ; primes pour travaux spéciaux.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La dotation budgétaire de cette action a essentiellement été consacrée aux acquisitions de fournitures de bureau, du matériel informatique, au paiement des indemnités de mission, indemnité de billetage des primes pour travaux spéciaux, de rendement et des salaires.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - accroissement des effectifs - renforcements des capacités des personnels - amélioration du cadre de travail amélioration des conditions de travail							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 482

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Responsable du programme

MANA SALLA NICAISE CHANTAL
Directeur du Patrimoine de l'Etat

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Programme de protection et du développement du patrimoine de l'Etat vise comme objectif global l'amélioration de la gouvernance du patrimoine de l'Etat.

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Proportion des bâtiments administratifs estampillés
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	46.06999969482422
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	90.0
Indicateur	Année cible:	2018
	Intitulé:	Nombre de bâtiments administratifs réhabilités
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	47.0
	Année de référence:	2016
Actions du Programme	Valeur Cible	82.0
	Année cible:	2018
	Action 01: INVENTAIRE ET ESTAMPILLAGE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ETAT Action 02: REHABILITATION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES Action 07: COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT	
DOTATIONS INITIALES	AE 7 479 541 000	CP 7 479 541 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANA SALLA NICAISE CHANTAL, Directeur du Patrimoine de l'Etat	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 482 au cours de l'exercice 2017 s'est déroulée dans un contexte général de tension de trésorerie que notre pays traverse depuis quelques années déjà. Ladite tension étant soutenue par trois faits majeurs à savoir : la lutte acharnée que notre pays mène contre la secte islamique boko-haram, les troubles survenues dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest, la poursuite des grands chantiers et l'organisation des CAN 2016 et 2019.

Cette tension de trésorerie s'est manifestée au niveau du programme 482 par la réduction en cours d'exercice, du budget initialement alloué à certaines activités ainsi que de grands retards observés dans les débloquages des fonds relatifs aux opérations réalisées en régie. Il faut aussi relever les lourdeurs des procédures de passation des marchés, tant au niveau du MINDCAF qu'au Ministère des marchés publics.

En ce qui concerne la gestion informatisée du budget de l'Etat, le fonctionnement de l'application PROBMIS dédiée à cette activité n'a pas été continu, favorisant ainsi la lenteur dans le traitement de certains dossiers.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Au cours de l'exercice budgétaire 2017, le programme de protection et de développement du patrimoine de l'Etat a été mis en œuvre à travers deux actions d'investissement à savoir l'estampillage des bâtiments administratifs et la réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Les principaux résultats techniques obtenus au cours de l'exercice budgétaire 2017 sont les suivants :</p> <p>1- L'estampillage de 14 000 bâtiments administratifs dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Ouest. Le budget initialement alloué à cette activité a été revu à la baisse au cours de l'exercice budgétaire. Il est passé du montant de 154 000 000 FCFA à 115 000 000 FCFA. Pour cette raison, l'objectif initialement fixé à l'estampillage de 18 000 bâtiments administratifs a été ramené à 14 000 bâtiments.</p> <p>2- Le bâtiment abritant la menuiserie du MINDCAF a été rénové ; le bâtiment a été agrandi, le système électrique, complètement obsolète, a été remis aux normes, la toiture a été refaite, ainsi que les toilettes.</p> <p>3- Une machine de menuiserie combinée sept fonctions a été acquise pour la menuiserie du MINDCAF.</p> <p>4- Le contrat d'assurance de l'immeuble ministériel n°1 a été signé, pour une durée de un an.</p> <p>5- L'audit technique du complexe MINEDUB, MINESEC, MINFOPRA a été réalisé.</p> <p>6- Les travaux de plomberie sanitaire et d'étanchéité de la toiture terrasse de l'immeuble ministériel n° 2 ont été réalisés.</p> <p>7- Les travaux de renforcement de la vidéosurveillance et de remplacement des équipements électriques volés ont été effectués à l'immeuble ministériel n°1.</p> <p>8- Les études en vue du regroupement des services publics ont été menées dans la ville de Douala.</p> <p>9- L'étude en vue de la mise en place d'une mercuriale des loyers au Cameroun a été réalisée.</p> <p>10- L'audit des loyers a été mené.</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	54	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 6 810 837 539	CP 6 810 837 539
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 668 703 461	Ecart CP 668 703 461
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 423 624 306	CP 5 423 624 306
TAUX DE CONSOMMATION	79,63 %	79,63 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Les écarts constatés ci-dessus sont dus à la non exécution des deux activités suivantes :</p> <p>1- l'équipement du garage administratif central et l'acquisition d'un véhicule de remorquage ;</p> <p>2- La maintenance de l'immeuble ministériel n°1 ;</p> <p>3- La maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation des propriétés administratives.</p> <p>En effet, l'entreprise retenue pour la fourniture d'un poste de contrôle technique des véhicules au garage administratif central s'est avéré défaillant et n'a pas exécuté le marché. En ce qui concerne le véhicule de remorquage, l'autorisation préalable des Services du Premier Ministre n'a pas été obtenue. Le contrat de maintenance de l'immeuble ministériel n°1 n'a pas été signé pour des raisons d'absence des pièces administratives importantes dans le dossier du prestataire.</p>	

PERSPECTIVES 2018	<p>Dans la poursuite de l'objectif stratégique visant la protection et le développement du patrimoine de l'Etat, le MINDCAF entend mener entre autres les actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. achever l'opération d'estampillage des bâtiments administratifs ;2. procéder à la surveillance du parc immobilier de l'Etat grâce au système GPS ;3. procéder à l'inventaire et l'estampillage du patrimoine mobilier de l'Etat en vue de la maîtrise et la rationalisation de la gestion de cet important patrimoine;4. procéder à l'inventaire et l'état des lieux des bâtiments administratifs à l'étranger;5. poursuivre les audits des bâtiments administratifs tant sur le territoire national qu'à l'étranger.6. poursuivre progressivement la remise en état des bâtiments administratifs ;7. Poursuivre rationalisation de l'occupation des édifices publics (le regroupement des services dans les régions et départements ainsi que la construction de nouveaux espaces de travail où cela s'avère nécessaire).8. mener les études en vue de la restructuration des logements administratifs en ruine en vue d'accroître le parc immobilier bâti de l'Etat et par conséquent réduire la charge locative; <p>mener une étude sur la valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger.</p>
----------------------	---

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Les actions de ce programme visent comme objectifs maîtriser, sécuriser en vue de préserver le patrimoine immobilier bâti de l'Etat, préserver le patrimoine immobilier bâti de l'Etat et améliorer le cadre de travail et de vie des agents de l'Etat et usagers des services publics enfin assurer le fonctionnement des services.

Action 01 INVENTAIRE ET ESTAMPILLAGE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ETAT									
OBJECTIF	Maîtriser , sécuriser, préserver le patrimoine immobilier bâti de l'Etat.								
Indicateur	Intitulé:	Proportion de propriétés administratives estampillées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 84%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	46.06999969482422							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	100.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):	84% This rate is explained by the reduction during the financial year of the budget initially allocated.								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	154 000 000	154 000 000	131 999 998	131 999 998	131 999 998	131 999 998	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Suite à l'inventaire du patrimoine immobilier bâti et non bâti de l'Etat ainsi que du parc automobile mené en 2012, il s'est avéré urgent de procéder à l'estampillage des bâtiments administratifs, non seulement pour une identification aisée, mais aussi pour combattre les abus constatés. Cependant, ce n'est qu'en 2015 que cette activité a démarré et a couvert les régions du Centre, du Littoral, du Sud, du Sud-ouest et du Nord-ouest. Elle s'est donc poursuivie en 2017 dans les autres régions du pays. Malheureusement, la réduction du budget en cours d'exercice n'a pas permis de couvrir tous les départements des 05 régions concernées. C'est ainsi que les départements du Noun dans l'Ouest et ceux du Logone et Chari, du Mayo-Danay, du Mayo-Kani, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga dans la région de l'Extrême-nord n'ont pas été couverts.								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	Près de 14 000 bâtiments administratifs ont été estampillés dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Ouest. Le budget initialement alloué à cette activité a été revu à la baisse au cours de l'exercice budgétaire. Il est passé du montant de 154 000 000 FCFA à 115 000 000 FCFA. Pour cette raison, l'objectif initialement fixé à l'estampillage de 18 000 bâtiments administratifs a été ramené à 14 000 bâtiments.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)									
Perspectives 2018	Cette action se poursuivra de manière quasi permanente. Non seulement les bâtiments administratifs des départements sus-évoqués seront estampillés lors de la troisième phase, mais une mise à jour du fichier sera faite chaque année pour prendre en compte les nouvelles constructions. Les autres activités de cette action, notamment l'inventaire et l'estampillage du patrimoine mobilier de l'Etat seront aussi mises en œuvre.								

Action 02 REHABILITATION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du Patrimoine de l'Etat							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés administratives réhabilitées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		47.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		82.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		54 administratives buildings rehabilitated (During the year, a special endowment achieved this result instead of 47 entered in the PPA)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	751 000 000	751 000 000	720 139 971	720 139 971	720 139 971	720 139 971	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>1- Le bâtiment abritant la menuiserie du MINDCAF a été rénové ; le bâtiment a été agrandi, le système électrique, complètement obsolète, a été remis aux normes, la toiture a été refaite, ainsi que les toilettes.</p> <p>2- Une machine de menuiserie combinée sept fonctions a été acquise pour la menuiserie du MINDCAF.</p> <p>3- Le contrat d'assurance de l'immeuble ministériel n°1 a été signé, pour une durée de un an.</p> <p>4- L'audit technique du complexe MINEDUB, MINESEC, MINFOPRA a été réalisé.</p> <p>5- Les travaux de plomberie sanitaire et d'étanchéité de la toiture terrasse de l'immeuble ministériel n° 2 ont été réalisés.</p> <p>6- Les travaux de renforcement de la vidéosurveillance et de remplacement des équipements électriques volés ont été effectués à l'immeuble ministériel n°1.</p> <p>7- Les études en vue du regroupement des services publics ont été menées dans la ville de Douala.</p> <p>8- L'étude en vue de la mise en place d'une mercuriale des loyers au Cameroun a été réalisée.</p> <p>9- L'audit des loyers a été mené.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2018	Compte tenu de l'ampleur des dégradations du patrimoine de l'Etat, cette action se poursuivra et nécessitera des dotations budgétaires beaucoup plus importantes en vue de la préservation dudit patrimoine. Par ailleurs une vaste opération d'audit des propriétés administratives a été entamée en 2015 et se poursuivra dans les prochains exercices dans l'optique de maîtriser la consistance, la qualité et le coût des travaux de remise en état desdites propriétés, tant sur l'étendue du territoire qu'à l'étranger.							

Action 07 COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Rent paid in central and deconcentrated services, office supplies and small equipment acquired					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 574 541 000	6 574 541 000	5 958 697 570	5 958 697 570	4 571 484 337	4 559 729 738	76,71 %	76,52 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui de la recherche de plus d'efficacité du service public et l'apurement de la charge locative.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>salaires régulièrement payés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans le Mfoundi payés à hauteur de 2 500 000 000 FCFA ; - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans les autres départements du Pays payés à hauteur de 3 000 000 000 FCFA. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels.</p> <p>Pour ce qui concerne le paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action.</p> <p>Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun bien que certains d'entre eux ne transmettent pas parfois leurs factures à temps.</p> <p>En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquérir le matériel de fonctionnement nécessaire.</p>							
Perspectives 2018	<p>Reformuler l'indicateur et élaborer sa fiche de renseignement.</p> <p>Il est nécessaire, en vue de réduire la charge locative, qu'une stratégie de construction des édifices publics soit sérieusement étudiée. Dans cette perspective, les projets du plan d'urgence, notamment l'aménagement du noyau central de Yaoundé avec la construction des bâtiments à usage de bureau permettra de réduire considérablement ladite charge.</p>							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 483

CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS
DES TERRAINS DOMANIAUX

Responsable du programme

MEVONGO OKOMONO PAUL FELIX
Directeur des Domaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif global de ce programme est de disposer des réserves foncières à travers l'accroissement de l'offre en terrain en vue de contribuer au développement de l'agro industrie, des infrastructures et de l'habitat social et disposer de l'information documentaire fiable en temps réel au moyen de l'informatisation des conservations foncières.

OBJECTIF	Disposer des réserves foncières en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de conservations foncières informatisées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible Année cible:	24.190000534057617 2018
Indicateur	Intitulé:	Proportion d'hectares sécurisés
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	1.0099999904632568
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2018
Indicateur	Intitulé:	Proportion de parcelles produites
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	5.460000038146973
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible Année cible:	16.399999618530273 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES Action 02: LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX Action 03: COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES Action 04: COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES Action 05: MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 171 030 000	CP 3 171 030 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MEVONGO OKOMONO PAUL FELIX, Directeur des Domaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme a été influencée par l'exécution du Plan d'urgence Triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation de la CAN 2019 qui impose au MINDCAF de prioriser toutes activités liées à ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise à disposition des sites devant accueillir ces différents projets.

Les poches d'insécurité dans la partie septentrionale du pays, la crise anglophone et l'afflux des réfugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts budgétaires plus accrus. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds et un impact

dans la mise en œuvre du programme.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

En ce qui concerne le programme de constitution des réserves foncières et des lotissements domaniaux, il vise à répondre à la demande de plus en plus croissante en assiettes foncières pour la réalisation des projets de développement. Dans le cadre du projet de constitution des réserves foncières, la superficie attendue à terme est de 3 865 970 Ha. La mise en œuvre se présente comme suit :

Sur 3 865 970 ha attendu,

- des projets de décrets portant incorporation au domaine privé de l'Etat et indemnisation des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte des droits fonciers sont transmis à la primature pour signature pour des terrains d'une superficie totale de 630 114,115 ha ;
- les projets de décrets d'incorporation au domaine privé de l'Etat sont en cours de préparation sur un ensemble de sites dont la superficie totale est estimée à 134 576,7099 ha ;
- les rapports des missions de constats et évaluation restent encore attendus ;
- des projets de décrets concernant des terrains d'une contenance superficielle de 4 436,2695 ha ont été rejetés pour charge indemnitaire élevée ;
- les projets de décret pour la sécurisation de 210 ha à nomayos sont transmis dans les services du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- la rétrocession de 110ha à Dibombari au profit de la magzi est en cours d'exécution.

Dans le cadre du programme gouvernemental d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles, la réalisation de 1104 parcelles est effective depuis 2014.

Les travaux d'aménagement du nouveau centre administratif se poursuivent et devraient à terme produire 47 parcelles. Un site de 04ha est par ailleurs en cours d'aménagement à Bonabei par le MATGENIE en vue d'accueillir le projet indien de montage de véhicules lourds et légers. En sus une étude en vue de la création d'un lotissement au quartier hippodrome a été réalisée.

La modernisation de la gestion des affaires foncières est en cours d'opérationnalisation avec l'acquisition des documents d'établissement de titres fonciers et titres de propriété.

Un accent majeur a été mis sur l'apurement de la quote part du MINDCAF dans le cadre de la Convention Etat/Maetur.

La dotation budgétaire relative à la coordination des services des domaines et des Affaires foncières a permis de mettre à la disposition des structures chargées de réaliser le programme les commodités nécessaires. Entre autres, le matériel de bureau, informatique, primes, carburant et les salaires.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Les fonds alloués à ce programme ont permis d'obtenir les résultats ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - signature d'un décret portant incorporation au domaine privé de l'Etat et indemnisation des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte des droits fonciers - Rapports et pièces graphiques disponibles suite à l'étude en vue de la création d'un lotissement au quartier hippodrome <p>Documents d'établissement de titres fonciers</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10400 copies de titres fonciers de 12 feuillets, - 50 livres fonciers de 400 pages, - 15000 chemises de travail - 8009 chemises de dossier de titres fonciers acquis - 137 registres spéciaux des concessions, - 137 registres spéciaux des baux (domaine national), - 137 registres spéciaux des baux (domaine public) <p>138 registres spéciaux des baux (domaine privé de l'Etat) acquis.</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	83,71%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 113 902 147	CP 3 113 902 147
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 57 127 853	Ecart CP 57 127 853
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 863 354 552	CP 2 863 354 552
TAUX DE CONSOMMATION	91,95 %	91,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La réalisation des travaux sur des sites d'une superficie totale de 1 787 781,5851 ha n'est pas encore amorcée faute de financement. A ce niveau, les travaux des commissions de constat et évaluation sont en cours et plusieurs projets de décret transmis dans les services du Premier Ministre sont en attente de signature.</p> <p>Pour ce qui est du projet d'aménagement du site de 04 hectares pour le projet indien de construction d'une unité industrielle d'assemblage et de montage de véhicules lourds et légers à Douala, les travaux sont en cours .</p> <p>Pour ce qui est de l'inventaire et transcription des titres fonciers pour la mise en place des conservations foncières dans le Wouri et le Mfoundi, les travaux ont débuté tardivement et se poursuivent en 2017.</p> <p>En ce qui concerne l'acquisition des documents de titres fonciers et de titres de propriétés, les fonds ont été mis à disposition de l'Imprimerie Nationale. Les documents ont été partiellement acquis.</p>	
PERSPECTIVES 2018	<p>En perspective, il sera question de poursuivre avec la sécurisation des sites destinés à la constitution des réserves foncières, de finaliser les travaux d'aménagement du site de 04 ha pour le projet de montage de véhicules lourds et légers à Douala, d'achever les travaux d'aménagement des parcelles constructibles, de finaliser la transcription des titres fonciers pour la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Wouri et le Mfoundi, de poursuivre l'aménagement du nouveau centre Administratif d'Etoudi, d'amorcer l'indemnisation des personnes victimes de destruction des biens dans le cadre du projet de constitution des réserves foncières.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à la disposition des terres au MINDCAF suivant la convention Etat/Maetur - Poursuivre l'achat des terrains des immeubles SRC - Réaliser les travaux d'aménagement de lotissement domaniale à Yaoundé au lieu dit hippodrome - Aménager une salle de surveillance du domaine privé de l'Etat - Restaurer les archives - Procéder à l'acquisition des documents d'établissement de titres fonciers <p>Réaliser l'étude en vue de la valorisation des marécages dans la ville de Yaoundé</p>	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

De manière spécifiques, les actions du programme de constitution des réserves foncières et de lotissements domaniaux visent à disposer des réserves foncières, d'accroître l'offre en terrains viabilisés, d'assurer la transparence et réduire les délais de traitement du titre foncier, d'assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales et enfin d'améliorer le fonctionnement des services.

Action 01 CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES									
OBJECTIF	Disposer des réserves foncières								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'hectares sécurisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 6,88 % (in progress)		
	Unité de mesure		ha						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		39181.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		3865970.0						
Réalisation exercice (Résultat technique):		Choice of sites, valuation of property, drafting of decrees signing decrees, purchase of buildings SRC.							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de ce programme a été influencée par l'exécution du Plan d'urgence Triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation de la CAN 2019 qui impose au MINDCAF de prioriser toutes activités liées à ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise à disposition des sites devant accueillir ces différents projets.</p> <p>Les poches d'insécurité dans la partie septentrionale, dans le nord-ouest et le sud-ouest du pays ont nécessité des efforts budgétaires plus accrus. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds et un impact dans la mise en œuvre du programme.</p>								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - identification des sites ; - évaluation des biens ; - projets de décrets élaborés et transmis dans les services du SG/PM ; - décrets signés ; - achat des terrains à la SRC ; - terrassement des sites. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La réalisation des travaux sur des sites d'une superficie totale de 1 787 781,5851 ha n'est pas encore amorcée faute de financement. A ce niveau, les travaux des commissions de constat et évaluation sont en cours et plusieurs projets de décret transmis dans les services du Premier Ministre sont en attente de signature. Or l'obtention des parcelles sécurisées est subordonnée à la signature des décrets.</p> <p>En 2017 les crédits alloués à cette action étaient destinés à l'aménagement d'un site de 04 ha pour la construction d'une usine de montage des véhicules lourds et légers à Douala.</p>								

Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none">- Mettre en place une équipe de suivi-évaluation constituée des personnels du MINDCAF ;- Mettre à la disposition des terres au MINDCAF suivant la convention Etat/Maetur- Poursuivre l'achat des terrains des immeubles SRC.- Amorcer l'indemnisation des personnes victimes de destruction des biens dans le cadre du projet de constitution des réserves foncières.- Poursuivre avec la sécurisation des sites destinés à la constitution des réserves foncières <p>Poursuivre les travaux d'aménagement du site de 04 ha pour le projet de montage de véhicules lourds et légers à Douala.</p>
-------------------	---

Action 02 LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX

OBJECTIF	Accroître l'offre en terrains viabilisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre des parcelles produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		2730.0				2,21% (being achievement)	
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		8200.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		- hydraulic embankments of the platform (2 ha) - embankment of the access road (420 linear m completed)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	610 000 000	610 000 000	594 730 269	594 730 269	594 730 269	594 730 269	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de ce programme a été influencée par l'exécution du Plan d'urgence Triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation de la CAN 2019 qui impose au MINDCAF de prioriser toutes activités liées à ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise à disposition des sites devant accueillir ces différents projets.</p> <p>Les poches d'insécurité dans la partie septentrionale du pays ainsi que dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont nécessité des efforts budgétaires plus accrus. Cette situation a entraîné des retards dans le décaissement des fonds et un impact dans la mise en œuvre du programme.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> identification du site ; - bornage ; - travaux de drainage des eaux usées ; - assainissement ; - terrassement du site ; - remblais hydrauliques de la plateforme (2 ha) - étude en vue de la création d'un lotissement domanial à Yaoundé au lieu dit hippodrome réalisée ; - remblais de la voie d'accès (420 m linéaire achevé) au Nouveau Centre Administratif 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation des voies par certaines administrations - L'insécurité dans la partie septentrionale est à l'origine du retard observé dans les travaux du génie militaire à Mbalngong Insuffisance des ressources financières 							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'aménagement du nouveau centre administratif d'Etoudi - Poursuivre avec les travaux d'aménagement du site de 04 ha pour le projet de montage de véhicules lourds et légers à Douala Achever les travaux d'aménagement des parcelles constructibles 							

Action 03 COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES

OBJECTIF	Assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		- salaries paid; - paid mission allowances; -office supplies and equipment purchased.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	826 647 000	826 647 000	1 475 554 182	1 475 554 182	1 253 601 587	1 244 401 587	84,95 %	84,33 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Redressement des dossiers de 2012 relatifs aux constitutions des réserves foncières et le plan d'urgence triennal.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Les activités majeures de cette action réalisée en 2017 sont les missions effectuées dans le cadre du redressement des dossiers relatifs aux réserves foncières, les missions réalisées dans le cadre des activités de la Direction des Domaines, la production des actes tels que les projets de décrets d'indemnisation, les actes liés à la gestion du domaine privé.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de la mise en œuvre du programme. Elles contribuent à l'acquisition du matériel de bureau et du matériel informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. le paiement des salaires a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2018	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : <ul style="list-style-type: none"> • l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; • la réalisation des missions dans le cadre de l'opération de constitution des réserves foncières. 							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES

OBJECTIF	Assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		- salaries paid; - paid mission allowances; - office supplies and equipment purchased.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	818 073 000	818 073 000	114 024 807	114 024 807	85 429 807	81 057 731	74.92 %	71.09 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La restructuration de l'Imprimerie Nationale à l'effet d'améliorer la livraison des documents d'établissement des titres fonciers, la production dans les délais, les éléments liés à la procédure de passation de marché en gré à gré.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Les activités majeures de cette action réalisées en 2017 sont les missions réalisées dans le cadre des activités de la Direction des Affaires Foncières, la production des actes liés à la gestion des affaires foncières, la production des actes de propriétés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 50%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de mettre en œuvre le programme à savoir le personnel de la direction des affaires foncières souffre d'une insuffisance chronique en matériel de bureautique et informatique. A titre d'illustration, huit (08) cadres se partagent deux (02) ordinateurs en état de marche, insuffisance d'armoires de rangement. Il y a en outre le paiement des salaires qui a été régulièrement effectué							
Perspectives 2018	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; la réalisation des missions de suivi-évaluation dans le cadre des opérations de certification des titres fonciers transcrits dans les conservations foncières à caractère spécial du Mfoundi et du Wouri.							

Action 05 MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES

OBJECTIF	Assurer la transparence et réduire les délais de traitement du titre foncier							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des conservations foncières informatisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		24.190000534057617					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0 computerized land conservation.					
Indicateur	Intitulé:		Nombre de dépendances immatriculées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 65%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		274524.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		374524.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-10 267 000 registered dependencies; -14 766 and titles signed ; -101 000 TF transcribed on 103 356, the transcription continues to reach the figure of 20 000 TF.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	536 310 000	536 310 000	549 592 889	549 592 889				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Au cours de l'exercice 2017, cette action a été influencée par la mise en œuvre de la copropriété des immeubles bâtis et de la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Acquisition des documents d'établissement des titres fonciers ; acquisition des registres spéciaux Inventaire et transcription de 87 470 titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le résultat obtenu peut être justifié par la bonne préparation des projets et leur contractualisation dans les délais, aussi par la forte implication du personnel dans la transcription des titres fonciers.							
Perspectives 2018	<p>Le MINDCAF envisage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de certifier les titres fonciers transcrits dans les conservations foncières à caractère spécial ; - d'acquérir les documents d'établissement des titres fonciers. ; - de procéder au suivi-évaluation des activités de la modernisation des affaires foncières et de poursuivre le processus de décongestionnement des ex-conservations foncières du Mfoundi et du Wouri 							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 484

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Responsable du programme

EBANG MVE URBAIN NOEL F

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme de Gouvernance et Appui Institutionnel du sous-secteur Cadastre et Affaires Foncières est d'améliorer les conditions de travail et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	70.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 02: ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS Action 04: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 05: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 07: COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL Action 08: COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES Action 09: COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF Action 12: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUES Action 14: SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 016 588 000	CP 4 016 588 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	EBANG MVE URBAIN NOEL F,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 484 a été marquée par les éléments de contexte ci-après :

- La poursuite de la réforme budgétaire au Cameroun ;
 - la réforme des Marchés Publics, avec la nécessité de renforcer les capacités des personnels du MINDCAF sur les nouvelles règles de passation des Marchés ;
- instabilité du réseau pour l'utilisation de l'application PROBMIS.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Une dotation budgétaire de 5 525 034 000 de FCFA a permis la mise en œuvre de 10 actions inscrites pour l'exercice 2016. 11 postes de recettes ont été réhabilités ; 27 postes de recettes informatisés.

La promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la coordination des activités du Cabinet MINDCAF, des services du Secrétariat Général, des affaires générales et financières ont été effectuées grâce aux dépenses courantes. Dans ce cadre, plusieurs

missions ont été effectuées par les services de l'Inspection Générale dans la plus part des services déconcentrés du MINDCAF. Par ailleurs cette dotation a permis l'acquisition du matériel de bureau et informatique aussi bien pour les services centraux que déconcentrés. Elle a enfin permis le paiement des salaires.

Cependant, aucune acquisition en matériels roulants (moto) n'a été enregistrée faute d'autorisation du Premier Ministre.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- 08 postes de recettes réhabilitées - 27 postes de recettes informatisés	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 004 245 991	CP 4 004 245 991
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 12 342 009	Ecart CP 12 342 009
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 333 323 406	CP 3 321 357 706
TAUX DE CONSOMMATION	83,24 %	82,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'atteinte des résultats du programme a été possible grâce notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au renforcement de la coordination stratégique au sein du MINDCAF - à une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; - à une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Département. <p>Les ressources du programme ont été utilisées pour la mise en œuvre des actions retenues pour le programme 484. En ce qui concerne les ressources humaines, et au regard du caractère transversal des activités du programme, elles ont appuyé de manière efficace, la mise en œuvre des actions des 3 programmes opérationnels.</p>	
PERSPECTIVES 2018	<p>Le programme 484 est le programme support du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières. Afin de faciliter la mise en œuvre des programmes opérationnels nous envisageons pour l'exercice 2017 de poursuivre toutes les actions du programme. Ainsi de façon concrète nous envisageons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - poursuivre l'appui technique aux acteurs des programmes opérationnels pour la préparation des documents de programmation des dépenses et de performance ; - poursuivre la mise en place d'un suivi de la performance comprenant <ul style="list-style-type: none"> - l'appui à la préparation de l'actualisation des programmes et RAP ; - poursuivre les efforts dans la réduction des coûts et délais de traitement des dossiers ; - poursuivre la mutualisation des efforts dans le traitement des dossiers ; - actualiser le programme de renforcement des capacités permanentes du personnel; - poursuivre l'informatisation des postes des recettes domaniales, cadastrales et foncières <p>jusqu'en 2015 les indicateurs de certaines actions de ce programme ne renseignent pas à suffisance ces actions. Certains ont été redéfinis pour 2016. A partir de 2017, nous retenons les objectifs et les indicateurs définis et harmonisés par le Comité interministériel d'examen des programmes.</p>	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

il s'agit ici d'améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses, de doter les services des infrastructures et d'équipements adéquats, d'optimiser les échanges administratifs entre les différentes structures du MINDCAF, de coordonner avec succès toutes les structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles Assurer le bon fonctionnement des services, de coordonner et Améliorer le fonctionnement des activités du Cabinet et enfin d'accroître le recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières.

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS

La ressource financière allouée a servi à l'élaboration des documents de stratégie et de planification.

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense							
Indicateur	Intitulé:	Documents de planification et programmation produits annuellement dans les délais					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	CDMT RAP DAO Strategic Performance Framework Evaluation of the results chain PPA.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par l'implémentation de la Gestion Axée sur les Résultats, notamment l'élaboration des documents de planification stratégiques et la budgétisation par programme suivant la loi portant Régime financier de l'Etat. De plus, le contexte macroéconomique a été dominé par un ralentissement de l'économie en général à cause de la baisse des coûts de matières premières et de la poursuite de lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés issus de cette lutte.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du CDMT ; - Elaboration du RAP ; - Elaboration des DAO ; - Elaboration du Cadre stratégique de performance - Evaluation de la chaine des résultats Elaboration du PPA							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La ressource financière allouée a servi à l'élaboration des documents de stratégie et de planification.							

Perspectives 2018	Il sera question en 2018, d'affiner les documents de planification stratégique du MINDCAF conformément aux normes prescrites par le Ministère en charge de la planification et de diffuser au sein du département ministériel les bonnes pratiques en matière de budgétisation par programme, de gestion axée sur les résultats.
-------------------	--

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

La dotation budgétaire prévue au cours de l'exercice sous revue (90 000 000 FCFA) a permis d'acquérir le mobilier de bureau, le matériel informatique. Les 30 000 000 de FCFA inscrit pour les photocopieurs a été attribué mais le prestataire n'a tenu a ses engagements.

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et d'équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		90.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		<ul style="list-style-type: none"> - 54 computers acquired - Office furniture : - 30 chairs Deputy Warden - 30 offices Assistant Director - 54 offices Head of Service - 55 Chef Service Chair - 20 Reception chairs - 40 Wardrobes in wood tiles. 				63,03% (Ce résultat se justifie par ce que le marché passé pour l'acquisition des photocopieurs n'a pas été livré)		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	140 000 000	140 000 000	142 888 269	142 888 269	142 888 269	142 888 269	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par l'implémentation de la Gestion Axée sur les Résultats, notamment l'élaboration des documents de planification stratégiques et la budgétisation par programme suivant la loi portant Régime financier de l'Etat. De plus, le contexte macroéconomique a été dominé par un ralentissement de l'économie en général à cause de la baisse des coûts de matières premières et de la poursuite de lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés issus de cette lutte.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Acquisition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 54 ordinateurs acquis - 30 fauteuils Sous-directeur - 30 bureaux Sous-directeur - 54 bureaux Chef de Service - 55 Fauteuils Chef de Service - 20 Chaises de réception <p>40 Armoires en carreaux de bois</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La dotation budgétaire prévue au cours de l'exercice sous revue (90 000 000 FCFA) a permis d'acquérir le mobilier de bureau, le matériel informatique. Les 30 000 000 de FCFA inscrit pour les photocopieurs a été attribué mais le prestataire n'a tenu a ses engagements.</p>							
Perspectives 2018	<p>La dotation des services en matériels de bureau et matériels informatiques a été reprogrammée afin de poursuivre l'amélioration des conditions de travail.</p>							

Action 05 DEVELOPPEMENT DES TIC

Bonne préparation du projet et passation du marché dans les délais.

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre les différents structures du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:	Proportion du personnel disposant d' un ordinateur fonctionnel connecté au réseau internet					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	20.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Statistical Yearbook 2015-2016 produced.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	30 000 000	30 000 000	29 999 723	29 999 723	29 999 723	29 999 723	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action vise à arrimer tous les services du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières aux nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, afin d'optimiser les échanges administratifs entre les différentes structures du MINDCAF et entre celui-ci et le reste du monde.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des outils de collecte des données en vue de la production de l'annuaire statistiques ; - Travaux préparatoires et collecte des données en vue de la production de l'annuaire statistiques ; Productions de l'annuaire statistique							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Poursuivre la mise en œuvre des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, afin d'optimiser les échanges administratifs entre les différentes structures du MINDCAF et entre celui-ci et le reste du monde.							
Perspectives 2018	Poursuivre la mise en œuvre des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, afin d'optimiser les échanges administratifs entre les différentes structures du MINDCAF et entre celui-ci et le reste du monde.							

Action 07 COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

La mise à dispositions des fonds pour le suivi des activités des structures a été faite dans les délais et les engagements y relatifs ont été effectués malgré l'instabilité de l'application PROBMIS.

OBJECTIF	Coordonner avec succès toutes les structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles							
Indicateur	Intitulé:	Taux de coordination avec succès des structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	50.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	- salaries paid; - paid mission allowances; - office supplies and equipment purchased; - Staff capacity building through training and internships.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	410 150 000	410 150 000	318 824 252	318 824 252	313 134 250	313 134 250	98,22 %	98,22 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2017 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Suivi des activités du SG</p> <p>Suivi des activités de la DEPC</p> <p>Suivi des activités de la CELTRAD</p> <p>Suivi des activités de la CELCOM</p> <p>Suivi des activités de la CELSUI</p> <p>Suivi des activités de la CELINFO</p> <p>Suivi des activités de la SDACL</p> <p>Suivi des activités de la DAJ</p> <p>Suivi des activités des services déconcentrés</p> <p>Renforcements des capacités des personnels à travers des formations et des stages</p> <p>Organisations de 48 réunions de coordination</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La mise à dispositions des fonds pour le suivi des activités des structures a été faite dans les délais et les engagements y relatifs ont été effectués malgré l'instabilité de l'application PROBMIS.							
Perspectives 2018	Les mêmes activités ont été reconduites							

Action 08 COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

Les fonds alloués ont permis de faire les activités de suivi ci-dessus citées

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'amélioration des conditions de travail et de rendement					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	50.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	- salaries paid; - paid mission allowances; - office supplies and equipment purchased.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 795 438 000	2 795 438 000	2 945 904 621	2 945 904 621	2 281 197 038	2 269 231 338	77,43 %	77,03 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> -suivi des activités des affaires générales et financières (rapport) -suivi des activités de la préparation du budget -suivi des activités de la commission des marchés -Suivi des activités relatives aux dépenses communes -Suivi des activités des services déconcentrés 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les fonds alloués ont permis de faire les activités de suivi ci-dessus citées							
Perspectives 2018	Coordonner les activités des structures que comporte cette action de manière optimale							

Action 09 COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF

La majeure partie des activités budgétisées pour la coordination des activités du cabinet a été réalisée

OBJECTIF	Coordonner et Améliorer le fonctionnement des activités du Cabinet							
Indicateur	Intitulé:		Taux de coordination et d'amélioration du fonctionnement des activités du Cabinet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		- Rent payments in progress - paid mission allowances; - office supplies and equipment purchased.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	426 000 000	426 000 000	354 524 786	354 524 786	353 999 786	353 999 786	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	suivi des activités de l'inspection générale suivi des activités du service du conseiller technique suivi des activités du secrétariat technique du MINDCAF							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	la majeure partie des activités budgétisées pour la coordination des activités du cabinet a été réalisée							
Perspectives 2018	Coordonner les activités des structures que comporte cette action de manière optimale.							

Action 12 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUES

OBJECTIF	Accroître la visibilité des actions menées au sein du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'un couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		9.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		12.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2018								

Action 14 SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES

Ces extraits ont été possible grâce au respect des délais par les entreprises qui ont réalisées les prestations relatives à la dite action.

OBJECTIF	Accroître le recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières							
Indicateur	Intitulé:		Taux de recouvrement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		180.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		- 27 computerized receipts - 08 rehabilitated revenue posts.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	130 000 000	130 000 000	127 104 340	127 104 340				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les recettes domaniales, cadastrales et foncières ne sont pas maîtrisées. D'où la nécessité de mettre en œuvre des activités visant à les optimiser.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Informatisation des postes de recettes Réhabilitation des postes de recettes.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Ces extraits ont été possible grâce au respect des délais par les entreprises qui ont réalisées les prestations relatives à la dite action.							
Perspectives 2018	Vulgarisation du manuel de procédure Poursuite dans d'autres départements de l'informatisation et sécurisation des postes de recette							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2017 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du sous secteur, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de contribuer à l'atteinte des objectifs du sous-secteur « Domaines, Cadastre et Affaires Foncières », en vue de réaliser les objectifs du DSCE, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières s'est fixé comme objectif stratégique : « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** ». Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : modernisation du cadastre ; protection et développement du patrimoine de l'Etat ; constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux ; gouvernance et appui institutionnel. L'appréciation de la performance globale du département ministériel ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

Modernisation du cadastre : La mise en œuvre du programme 481 s'effectue à travers trois actions: la mise en place des infrastructures techniques de base, le relèvement du plateau technique du cadastre, la réalisation du cadastre national à travers, l'étude en vue de la démarcation des limites des unités administratives. La mise en œuvre du programme en 2017 a permis la progression de l'indicateur du programme grâce notamment : à la densification de 280 nouveaux points du réseau géodésique en 2017 dans 21 communes.

Développement et protection du Patrimoine de l'Etat : au cours de l'exercice 2017, seules deux actions ont été budgétisées à savoir l'estampillage des bâtiments administratifs et la réhabilitation des édifices publics.

L'estampillage de 14 000 bâtiments administratifs dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Ouest. Le budget initialement alloué à cette activité a été revu à la baisse au cours de l'exercice budgétaire. Il est passé du montant de 154 000 000 FCFA à 115 000 000 FCFA. Pour cette raison, l'objectif initialement fixé à l'estampillage de 18 000 bâtiments administratifs a été ramené à 14 000 bâtiments (77,77%).

Les réhabilitations des édifices publics ont été réalisées à 100%.

Constitution des réserves foncières et Lotissements domaniaux, la mise en œuvre a permis d'obtenir les résultats suivants :

- signature d'un décret portant incorporation au domaine privé de l'Etat et indemnisation des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte des droits fonciers

- Rapports et pièces graphiques disponibles suite à l'étude en vue de la création d'un lotissement au quartier hippodrome

Documents d'établissement de titres fonciers

- 14221 copies de titres fonciers de 12 feuillets,
- 50 livres fonciers de 400 pages,
- 15000 chemises de travail
- 8009 chemises de dossier de titres fonciers acquis
- 137 registres spéciaux des concessions,
- 137 registres spéciaux des baux (domaine national),
- 137 registres spéciaux des baux (domaine public)
- 138 registres spéciaux des baux (domaine privé de l'Etat) acquis.

La Réforme foncière : l'architecture juridique actuelle devenue obsolète est en cours de révision profonde avec la production d'une dizaine de projets de textes devant permettre de faciliter la mise en œuvre des projets structurants devant mener le pays à l'émergence.

La Sécurisation des recettes foncières, domaniales et cadastrales : dans cette rubrique, des postes de recettes départementales ont été informatisés et des travaux de génie y sont effectués.

Appui institutionnel et Gouvernance du sous secteur Domaine cadastre et Affaires foncières
Les activités majeures réalisées au cours de l'année 2017 concernent : l'informatisation de 27 postes de recettes, poursuite et fin de la réhabilitation de 8 postes de recettes sur les 58, l'acquisition des cachets secs, l'acquisition du mobilier du bureau, équipement en matériel informatiques, production de l'annuaire statistique

3.2. LEÇONS APPRISES

- sans un dispositif cohérent de pilotage des programmes et une parfaite maîtrise des programmes par leurs responsables respectifs, tant en ce qui concerne leur élaboration, que pour ce qui est de l'exécution, l'efficacité du budget programme du MINDCAF risque ne pas être perceptible;
- l'insuffisance de ressources financières et matérielles pourrait constituer un obstacle pour l'atteinte de objectifs visés par conséquent, il est très important de prioriser les investissements ;
- la nécessité de l'appropriation de l'exercice lié à la définition des projets pluri annuels et l'engagement effectif de l'Etat sur l'AE pluriannuel ;
- le besoin de définir un indicateur SMART pour mesurer l'atteinte de l'objectif du programme ;
- la réalisation des études préalables afin de rendre mature les différentes activités ;
- la nécessité de vulgariser le guide de maturation des projets.

3.3. PERSPECTIVES 2018

En guise de perspective il conviendrait de :

- définir des indicateurs pertinents et élaborer leurs fiches de renseignement pour un meilleur suivi des performances des programmes et de leurs actions ;
- accélérer et finaliser le projet constitution des réserves foncières pour les exercices suivants.
- mener les études préalables dans les champs des lotissements domaniaux, des édifices publics, des propriétés administratives, de la cartographie, du cadastre, afin de permettre l'élaboration d'un plan d'action et d'un CDMT plus cohérents ;
- l'aboutissement de la réforme foncière et sa vulgarisation ;
- l'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et du parc automobile.